



REUNION MESURES CATEGORIELLES : LA CFDT FAIT UN PETIT TOUR ET PUIS S'EN VA

LE 4 NOVEMBRE 2025, LA DGA A ORGANISE UNE MULTILATERALE POUR PRESENTER LES MESURES CATEGORIELLES, OU PLUTOT L'ABSENCE DE MESURES. POUR LA CFDT, LE DIALOGUE SOCIAL NE PEUT SE REDUIRE A UNE REUNION D'INFORMATION ET A LA PROJECTION D'UN DIAPORAMA PRESENTANT DES ELEMENTS DONT NOUS AVIONS DEJA CONNAISSANCE. AUSSI, APRES LA LECTURE DE NOTRE DECLARATION LIMINAIRE, QUE VOUS TROUVEREZ CI-APRES, NOUS AVONS DECIDE DE QUITTER LA REUNION.

**DIRECTION
GÉNÉRALE
DE L'ARMEMENT**

Ce n'est pas dans les habitudes de la **CFDT** de ne pas participer à une réunion mais trop c'est trop ! Notre ADN c'est défendre les agents et être force de proposition, et pas simplement faire de la figuration.

Participer à une réunion uniquement pour devenir les simples relais des informations fournies, ce n'est pas notre conception du dialogue social.

Pour la **CFDT** être présent n'est pas suffisant. Nos représentants font en sorte que chaque réunion soit un espace réel de travail, d'écoute, de consensus et de construction collective.

Le dialogue social ne peut fonctionner que si l'ensemble des réponses et informations fournies par l'administration est validé, vérifié et garanti avec les budgets correspondants.

Or, depuis des mois, et malgré la bonne volonté affichée par toute la DRH/DGA, nous n'avons droit qu'à des mesurètes sans cohérence avec les efforts demandés aux agents, avec une administration qui, faute de moyens, revient même sur ses engagements passés en les modifiant dans son coin.

Les contractuels tournent en rond, sans levier réel pour avancer. Les fonctionnaires s'usent, frustrés de primes et d'avancements qui n'arrivent jamais.

Les ouvriers, eux, n'ont plus la moindre perspective salariale.

DECLARATION LIMINAIRE

*Madame la Directrice des ressources humaines de la DGA, La **CFDT** tient à s'exprimer sur plusieurs points concernant les enveloppes budgétaires et les leviers de négociation présentés pour les ICT-TCT.*

Tout d'abord, concernant l'enveloppe globale, nous considérons que la réduction de 9,2 millions d'euros à 8,61 millions d'euros doit être examinée avec prudence. Cette diminution, même minime, impacte directement de façon négative les agents.

Sur le levier 1, nous réitérons les difficultés soulevées lors des groupes de travail sur la nouvelle convention.

Les points que nous avons identifiés, comme le manque de préparation des mutations, de réactivité des Centres Ministériels et de Gestion (CMG), ou de visibilité pour les managers restent d'actualité.

*La **CFDT** est prête à réitérer ses propositions d'amélioration en bilatérale pour trouver des solutions concrètes.*

S'agissant du levier 2, les informations fournies sont partielles. Nous souhaitons clarifier la signification du montant médian de 77 euros. S'agit-il de la médiane pour tous les ICT, ou uniquement pour ceux ayant bénéficié de cette mesure ? Une précision est nécessaire pour évaluer l'impact réel de ce levier. Quant au levier 3 nous rappelons qu'il ne s'agit pas d'une augmentation de salaire



DÉFENSE

**DIRECTION
GÉNÉRALE
DE L'ARMEMENT**

REUNION MESURES CATEGORIELLES : LA CFDT FAIT UN PETIT TOUR ET PUIS S'EN VA

mais d'une prime. Par conséquent, la **CFDT** demande que cette enveloppe soit gérée de manière distincte de celles dédiées aux leviers 1 et 2, afin de garantir une transparence et une équité dans leur utilisation.

Enfin, si le maintien de l'enveloppe ICT/TCT pour 2026 est une « bonne nouvelle », nous invitons l'administration à consolider cette information avant la finalisation des exercices sur les leviers 2 et 3. Cela permettra d'éviter un rabotage douloureux de l'enveloppe dédiée au levier 1 et à la politique de mobilité, qui était, rappelons-le, une volonté forte de la DGA.

Concernant les ASC, nous regrettons que la gestion des ASC Cyber ne soit toujours pas clarifiée. Des inégalités de rémunération, sources d'incompréhension voire de mal-être, subsistent.

Pour la **CFDT**, aucune mesure n'est formellement prévue pour y remédier et nous réclamons des propositions concrètes et rapides pour que cela soit cohérent avec les contraintes budgétaires qui sont en cours.

Par ailleurs, au regard de la carence de mesures probantes pour les fonctionnaires et pour les ouvriers de l'état, la **CFDT** ne participera pas plus longtemps à cette multilatérale sans garanties financières fermes, tant pour la création de l'indemnité spécifique d'expertise et d'essai (IS2E), dont l'instruction est en attente, que pour les différentes catégories statutaires qui nous interrogent de plus en plus sur la cohérence des ambitions de la DGA, de la QVCT des agents et de leurs salaires associés.

En conclusion, la **CFDT** écoutera l'ensemble des déclarations, vous souhaitera une bonne réunion d'information et vous sollicitera ultérieurement pour aborder ces sujets dans un cadre bilatéral, avec l'ambition de partager un véritable dialogue social basé sur des mesures concrètes afin de garantir des conditions de travail équitables et transparentes pour tous les agents.
Je vous remercie.

En conclusion, Nous le réaffirmons : trop, c'est trop ! On ne nourrit pas la motivation avec des promesses creuses. Même un chameau doit boire !

La CFDT souhaite un dialogue social associé à des actes, des chiffres et une reconnaissance à la hauteur de l'engagement des agents avec la certitude qu'ils ne seront pas remis en cause.

Paris, le 12 novembre 2025